

"Union verte?" dans Handelsblatt (2 avril 1952)

Légende: Le 2 avril 1952, le quotidien économique allemand Handelsblatt critique le projet de Pool vert tel qu'envisagé par les instances européennes.

Source: Handelsblatt. Deutsche Wirtschaftszeitung. 02.04.1952. Düsseldorf: Verlagsgruppe Handelsblatt GmbH. "Grüne Union?".

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/union_verte_dans_handelsblatt_2_avril_1952-fr-9d8c877f-5dc5-4791-b94b-a896378224a5.html

Date de dernière mise à jour: 06/07/2016



Union verte?

Ce qu'on appelle «l'intégration fonctionnelle» de l'Europe, c'est-à-dire les solidarités exercées dans le domaine économique à l'aide des bureaucraties européennes, a très tôt été confrontée aux craintes qu'elle n'éloigne l'Europe de l'économie mondiale au lieu de l'en rapprocher. Certes, les barrières commerciales à l'intérieur même de l'Europe sont supprimées, mais davantage pour créer un espace reposant sur l'autarcie qu'encourageant la division mondiale du travail. Le véritable souhait de voir l'Europe épurée et se rationaliser par une division accrue du travail n'est de ce fait pas totalement garanti.

Ces craintes sont également attisées par la tentative de créer un «marché unique européen pour les produits agricoles», sujet qui figure en ce moment à l'ordre du jour à Paris. La viabilité de l'Europe dépend de l'importance qu'elle accordera à la division du travail avec l'étranger, donc des échanges de ses biens industriels contre des matières premières et des produits agricoles bon marché. L'«union verte» suscite désormais le risque d'offrir à l'agriculture européenne, avec le soi-disant marché unique, rien d'autre qu'un gigantesque marché protégé, qui balayerait artificiellement les produits d'outre-mer meilleur marché. L'«union verte» serait alors davantage un grand système de marché préférentiel qui nuirait à l'agriculture d'outre-mer et qui porterait un coup à l'exportation des produits industriels européens et surtout allemands. Pour appeler les choses par leur nom: elle serait une grande injustice, parce qu'elle aurait pour effet de favoriser le regroupement des producteurs de denrées à prix coûteux au détriment de l'agriculture d'outre-mer ceci aux dépens des consommateurs européens. Quelle rationalisation intereuropéenne peut-on donc attendre d'elle, si elle spéculé plus sur un bloc autarcique européen que sur une véritable baisse des coûts concurrentielle? En effet, les divers fronts verts des différents pays européens ne s'entrenuiraient pas beaucoup même sans droits de douane.

Les desseins protectionnistes apparaissent déjà au niveau des produits, qui sont à l'avant-plan de «l'intégration verte». Il s'agit du blé, des produits laitiers, du sucre et du vin. Pour tous ces produits, l'Europe les achète principalement outre-mer à meilleur marché, mais elle devra désormais se les procurer auprès de sources européennes qui utilisent une main d'œuvre plus coûteuse. Les capitaux et la main d'œuvre risquent de ce fait d'être réorientés différemment et défavorablement et l'industrie européenne perdrait alors d'importants marchés internationaux. Parallèlement, l'augmentation imminente de la production agricole d'outre-mer, qui pourrait offrir d'importants débouchés à notre industrie mécanique entre autres, serait considérablement ralentie.

Un autre danger nous menace désormais: l'union agricole nous priverait d'un instrument important lors des négociations que nous menons avec nos voisins européens ayant trait à la politique commerciale. L'Europe a toujours été notre marché industriel le plus important, mais nous pouvions le maintenir ouvert seulement tant que notre politique commerciale était favorable à l'ouverture de notre marché aux produits agricoles européens. Mais par quel moyen pourrions-nous à l'avenir modérer le protectionnisme industriel français, entre autres, si nous devons ouvrir nos portes aux produits agricoles sans contrepartie en matière de politique commerciale? L'espoir d'une union industrielle européenne générale – semblable à l'union agricole – serait une piètre consolation, mais pour l'instant il semble difficile à concrétiser.

L'exemple de l'union agricole met particulièrement bien en évidence les limites – voire même les dangers – d'une libéralisation limitée à l'Europe, car au protectionnisme agricole national pratiqué jusqu'ici risquerait de se substituer un protectionnisme équivalent à l'échelle européenne. Pareille union aboutirait à un renchérissement des coûts de production et du niveau de vie, au lieu de les diminuer, parce que les partenaires seraient uniquement d'accord sur l'exclusion d'autres continents du marché unique européen. Les débats portant sur une union agricole n'ont un sens que dans la mesure où ils restent axés sur l'augmentation de la performance. Mais il reste encore à savoir si l'augmentation de la productivité ne dépend pas davantage des mesures des différents gouvernements, qui ont dû enfin tout à coup s'efforcer d'élever le rendement par tête de l'agriculteur à la hauteur de celui de l'ouvrier dans l'industrie, au lieu d'empêcher systématiquement une telle augmentation de la productivité par une protection étatique artificielle et par une consommation excessive. Nous ne sommes pas totalement étrangers à une «politique européenne» freinant la productivité au lieu de l'encourager si l'on se réfère à notre politique des années 30 vis-à-vis de l'Europe du sud-est. On ne craignait pas les agriculteurs d'Europe du sud-est, parce que leurs

coûts dépassaient largement ceux du Canada, de l'Australie ou des États-Unis, on menait une «politique territoriale» tout en restant protectionnistes. Mais la «politique territoriale» actuellement menée en Europe de l'ouest ne nous apporte même pas la chance que nous offrait alors la politique vis-à-vis du sud-est, à savoir l'ouverture des marchés industriels. Le contraire est à craindre.

Tout d'abord, la politique agricole européenne devrait abandonner le principe du protectionnisme pour épouser celui de la performance, et en aucun cas l'intégration européenne ne devrait aboutir avant l'intégration économique. L'Europe n'a pas besoin d'un «domaine européen commun» prenant la forme d'une agriculture surenchérie, mais plutôt d'une agriculture imbriquée dans l'économie mondiale et compétitive, faisant diminuer les coûts de la vie citadine. C'est très certainement ce que Paul R. Porter, du MSA à Paris, voulait exprimer lorsqu'il déclara à la conférence sur l'union agricole qui se tint à Paris qu'il espérait la création d'un plan agricole, qui «contribuerait vraiment à la force et au bien-être des Européens de l'Ouest». Par cette espérance, Porter a en même temps laissé entrevoir une mise en garde.